

Arrêté n° 2856 CM du 22 décembre 2022 portant relèvement du salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) à compter du 1er janvier 2023

(NOR : TRA22203426AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°103 N du 27/12/2022 à la page 29017 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 01/01/2023

Le Président de la Polynésie française,
Sur le rapport du ministre du travail, des solidarités et de la formation, en charge de la condition féminine, de la famille et des personnes non autonomes,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail, en particulier l'article LP. 3322-3 du code du travail de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 2725 CM du 14 décembre 2022 relatif à l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de novembre 2022, publié au Journal officiel de la Polynésie française le 16 décembre 2022 ;
Vu le jugement n° 2200238 du tribunal administratif de la Polynésie française en date du 29 novembre 2022 ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 décembre 2022,

Arrête :

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 2939 CM du 30 décembre 2022*

A compter du 1er janvier 2023, le salaire horaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) est fixé à 1 000,92 F CFP.

Art. 2

Le ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée, de la coordination de l'action gouvernementale et des télécommunications, et le ministre du travail, des solidarités et de la formation, en charge de la condition féminine, de la famille et des personnes non autonomes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 décembre 2022.

Par le Président de la Polynésie française :
Edouard FRITCH.

Pour le ministre des finances,
de l'économie absent :
Le vice-président,
Jean-Christophe BOUISSOU.

Le ministre du travail,
des solidarités et de la formation,
Virginie BRUANT.